

Compte-rendu du Sommet des Nations Unies sur la biodiversité: 30 septembre 2020

L'humanité s'acharne dans une guerre contre la nature, a assené le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres aux États membres pendant le segment d'ouverture du Sommet des Nations Unies sur la biodiversité, et l'une des conséquences en est l'apparition de maladies mortelles telles que le SIDA, le virus Ebola et la COVID-19. La dégradation de la nature n'est pas simplement une question environnementale, a-t-il remarqué. Elle a des effets sur l'économie, la justice sociale et les droits humains, et peut générer des tensions et des conflits géopolitiques.

Lors de ce Sommet, qui s'est tenu dans un Siège des Nations Unies soumis à la distanciation sociale, avec des Chefs d'État et de gouvernement et des ministres en connexion virtuelle, Guterres et d'autres intervenants ont exprimé leur inquiétude du fait qu'aucun des Objectifs d'Aichi en matière de biodiversité ne sera atteint à la date limite de 2020. Ils ont signalé que 13 millions d'hectares de forêt sont perdus chaque année, et qu'un million d'espèces fait face au risque d'extinction. Sur les 50 dernières années, les vertébrés ont connu un déclin de 68%. Si l'on poursuit sur cette voie, notre sécurité alimentaire, la disponibilité de la ressource en eau et les moyens de subsistance des populations vont être menacés, tout comme nos capacités à combattre les maladies et à affronter des événements extrêmes.

Appelant instamment à mettre un terme au « viol de la nature », Munir Akram, Président du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), a estimé que c'est la volonté politique, et non le financement, qui constitue un fer de lance contre l'avidité économique et la négligence politique. Volkan Bozkir, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), a vivement appelé les États membres à utiliser ce Sommet pour donner une forte impulsion politique au Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020 (CMB), afin que celui-ci soit adopté à la 15^e réunion de la Conférence des Parties (CdP 15) de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB), qui est prévue à Kunming, en Chine, en 2021. Kunming doit faire pour la biodiversité ce que Paris a fait pour les changements climatiques en 2015, a-t-il déclaré, en élevant le discours sur la biodiversité au centre du débat international et en le plaçant fermement sur l'agenda politique.

Le Sommet avait pour thème « L'urgence d'agir sur la biodiversité pour le développement durable », dans le but de souligner qu'il est urgent de prendre des mesures aux niveaux les plus élevés pour soutenir le CMB post-2020, car celui-ci participe du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et contribue à mettre la communauté

internationale en conditions d'atteindre la Vision 2050 pour la biodiversité, « Vivre en harmonie avec la nature ».

Le segment d'ouverture prévoyait une « discussion au coin du feu » entre les directeurs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE), de la CDB et de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Ces dirigeants ont parlé de la biodiversité comme d'un « amortisseur de chocs » et ont martelé que l'époque où l'on « pollueait pour s'enrichir » est désormais révolue.

La session plénière, qui a accueilli les déclarations de 48 Ministres et Chefs d'État et de gouvernement, a suivi les discours de son Altesse Royale Charles, le Prince de Galles, et d'un représentant de la jeunesse.

Deux Dialogues des leaders se sont déroulés dans l'après-midi, portant respectivement sur: la lutte contre la perte de biodiversité et l'intégration de la biodiversité pour un développement durable; et tirer parti de la science, de la technologie et de l'innovation, du

Dans ce numéro

Bref historique du Sommet des Nations Unies sur la biodiversité	2
Compte-rendu du Sommet des Nations Unies sur la diversité	3
Plénière	4
Dialogue de leaders 1 – Lutter contre la perte de biodiversité et intégrer la biodiversité au service du développement durable	6
Dialogue de leaders 2: Mobiliser la science, la technologie et l'innovation, le renforcement des capacités, l'accès et le partage des avantages, le financement et les partenariats au service de la biodiversité	7
Segment de clôture	8
Brève analyse du Sommet des Nations Unies sur la biodiversité	8
Réunions à venir	10
Glossaire	10

renforcement des capacités, de l'accès et du partage des avantages, du financement et des partenariats en faveur de la biodiversité.

Au cours du premier Dialogue, présidé par la Chancelière allemande Angela Merkel et par Imran Khan, Premier ministre du Pakistan, 15 Ministres et Chefs d'État et de gouvernement ont prononcé des discours au nom de leurs pays ou groupes, et les dirigeants de 5 organisations internationales sont également intervenus.

Le second Dialogue été présidé par Ralph Everard Gonsalves, Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, et par Isabella Lövin, Première ministre adjointe et Ministre du développement international de la Suède. 13 Ministres et Chefs d'État et de gouvernement s'y sont exprimés au nom de leurs pays et groupes, ainsi que six représentants d'organisations internationales et de parties prenantes.

Le Sommet s'est déroulé mercredi 30 septembre 2020 entre 10h et 18h18 (Heure de la côte Est, GMT-4). Les déclarations de ministres et de chefs d'État et de gouvernement se sont poursuivies dans un « événement de prolongation » après la réunion.

Bref historique du Sommet des Nations Unies sur la biodiversité

La Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (CDB) a été adoptée le 22 mai 1992, puis ouverte à signature le 5 juin 1992 lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (dite « Sommet de la Terre » de Rio). La CDB est entrée en vigueur le 29 décembre 1993. Comptant actuellement 196 Parties, la Convention vise à promouvoir la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable de ses composantes et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

Trois protocoles ont été adoptés au titre de la Convention:

- Le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (janvier 2000, Montréal, Canada), qui traite du transfert, de la manipulation et de l'utilisation en toute sécurité des organismes vivants modifiés (OVM) susceptibles d'avoir des effets néfastes sur la biodiversité, en tenant compte de la santé humaine, avec un accent particulier sur les mouvements transfrontières. Il est entré en vigueur le 11 septembre 2003 et compte actuellement 172 Parties.
- Le Protocole de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation, additionnel au Protocole de Cartagena sur la biosécurité (octobre 2010, Nagoya, Japon), qui prévoit des règles et des procédures internationales sur la responsabilité et la réparation des dommages causés à la biodiversité résultant des OVM. Il est entré en vigueur le 5 mars 2018 et compte aujourd'hui 47 Parties.
- Le Protocole de Nagoya sur l'Accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (octobre 2010, Nagoya, Japon), qui établit un cadre international pour le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, y compris par un accès approprié aux ressources génétiques et le transfert des technologies pertinentes, en tenant compte de tous les droits sur ces ressources et technologies, et par un financement approprié, contribuant ainsi à la conservation de la biodiversité et à l'utilisation durable de ses composantes. Il est entré en vigueur le 12 octobre 2014 et compte actuellement 123 Parties.

Tournants majeurs

Objectif pour 2010: En avril 2002, lors de la sixième réunion de la CdP tenue à La Haye, aux Pays-Bas, les Parties ont adopté un Plan stratégique 2002-2010 (décision VI/26) pour guider

la suite de la mise en œuvre aux niveaux national, régional et mondial. L'objectif déclaré du plan était de stopper efficacement la perte de biodiversité afin d'assurer la continuité de ses utilisations bénéfiques par le biais de la conservation et de l'utilisation durable de ses composantes, et du partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

Les Parties s'étaient alors également engagées sur une réduction significative à l'horizon 2010 du rythme de perte de biodiversité aux niveaux mondial, régional et national, afin de contribuer à l'atténuation de la pauvreté et au bénéfice de toutes les formes de vie sur la Terre. Cet objectif a ensuite été approuvé par le Sommet mondial sur le développement durable de 2002 et l'Assemblée générale des Nations Unies, et a été intégré en tant que cible dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement.

Objectifs d'Aichi pour la biodiversité: À la CdP 10, à Nagoya, au Japon, en 2010, les Parties ont adopté le deuxième Plan stratégique de la CDB en matière de Biodiversité pour la période 2011-2020, ainsi que les Objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité (décision X/2). Placé sous le thème « Vivre en harmonie avec la nature », ce Plan stratégique avait pour objectif de promouvoir la mise en œuvre efficace de la Convention par une approche stratégique comprenant une vision commune, une mission, et des objectifs et cibles stratégiques (Objectifs d'Aichi en matière de biodiversité), censés impulser une action de grande envergure impliquant toutes les Parties et parties prenantes. Le Plan comprend le document intitulé « Vision 2050 pour la Biodiversité », qui veut une biodiversité valorisée, préservée, restaurée et utilisée à bon escient d'ici 2050, participant au maintien des services écosystémiques, signe de la bonne santé de la planète, et source d'avantages essentiels à tous les peuples.

CdP 14: À la CdP 14, qui s'est déroulée en novembre 2018 à Charm el-Cheikh, en Égypte, les Parties ont adopté la décision 14/34 qui définissait un processus exhaustif et participatif pour la mise à jour du Plan stratégique de la Convention, et ont mis sur pied un Groupe de travail à composition non limitée sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (GT), chargé de mettre à jour le Plan stratégique et d'élaborer ce nouveau CMB post-2020, en vue de son adoption à la CdP 15, prévue en Chine, à Kunming, en octobre 2020, mais qui a dû être reportée en raison de la pandémie de COVID-19.

Francis Ogwal (Ouganda) et Basile van Havre (Canada) ont alors été nommés Co-présidents du GT.

Décision de l'AGNU: Dans la Résolution 73/234 adoptée le 20 décembre 2018, l'AGNU a décidé de convoquer un sommet consacré à la biodiversité au niveau des chefs d'État et de gouvernement en amont de la CdP 15, avec pour objectif de souligner l'urgence d'agir aux niveaux les plus élevés de la société pour soutenir le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, dans la mesure où il participe du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et contribue à mettre la communauté internationale en conditions d'atteindre la Vision 2050 pour la biodiversité, « Vivre en harmonie avec la nature ».

Groupe de travail sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020

Première réunion: La première réunion du GT sur le CMB, qui s'est déroulée du 27 au 30 août 2019 à Nairobi, au Kenya, a examiné la structure du CMB et le futur programme de travail du GT. Le GT a adopté les conclusions de la réunion compilées par les Co-Présidents Francis Ogwal et van Havre, ainsi que le Rapport de la Réunion, qui contient les décisions prises par le GT, notamment des accords sur:

- un document non-officiel comprenant les éléments possibles du CMB;
- la liste provisoire des réunions, consultations et ateliers consacrés à l'élaboration du CMB;
- les dates et lieux des deuxième et troisième réunions du GT;
- les contributions relatives à la structure du CMB, à soumettre au Secrétaire exécutif avant le 15 septembre 2019;
- la fourniture d'un avant-projet de texte du CMB six semaines avant la deuxième réunion du GT; et
- un plan de travail détaillé élaboré par les Co-Présidents et le Secrétariat, et présenté au cours de la réunion informelle des Co-Présidents, le 24 novembre 2019, dans le cadre de la réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA) de la CDB.

Le GT a également décidé de demander au SBSTTA d'émettre des orientations concernant les objectifs spécifiques, les cibles, les indicateurs, les niveaux de référence et les cadres de suivi relatifs aux moteurs de la perte de biodiversité, en ayant pour objectif un changement porteur de transformation et dans le cadre des trois objectifs de la Convention.

Deuxième réunion: La deuxième réunion du GT s'est déroulée du 24 au 29 février 2020 à Rome, en Italie. Les participants ont émis leurs commentaires sur l'avant-projet du CMB publié en janvier 2020 et approuvé la recommandation finale de la réunion, compilée par les Co-Présidents. Dans la recommandation, le GT, entre autres:

- prend note des progrès accomplis au cours de sa deuxième réunion, tels qu'ils sont repris dans le texte joint au rapport de la réunion;
- invite la SBSTTA 24 à fournir des éléments pour l'élaboration du CMB à soumettre à la troisième réunion du GT;
- invite le SBSTTA à conduire un examen scientifique et technique des objectifs et cibles actualisés, ainsi que des indicateurs et niveaux de référence correspondants;
- demande aux Co-Présidents du GT et au Secrétariat de préparer un document mettant à jour les éléments du projet de cadre examinés lors de cette deuxième réunion, et de mettre à jour les tableaux inclus dans les annexes au projet de cadre;
- demande au Secrétariat de fournir des informations scientifiques et techniques pour faciliter l'examen par le SBSTTA, y compris une analyse des liens avec les Objectifs de développement durable (ODD); et
- demande aux Co-Présidents du GT et au Secrétariat de préparer une première version du CMB.

Compte-rendu du Sommet des Nations Unies sur la diversité

Dans son discours d'ouverture, le Président de l'AGNU, Volkan Bozkir, a relevé que 13 millions d'hectares de forêt sont perdus chaque année, tandis qu'un million d'espèces fait face au risque d'extinction, et que 68% des vertébrés ont disparu au cours des 50 dernières années. Il a estimé qu'une relance verte après la pandémie de COVID-19, mettant l'accent sur la protection de la biodiversité, pourrait débloquer quelques 10 000 milliards USD en opportunités commerciales, créer 395 millions d'emplois d'ici 2030 et encourager la transition vers une économie plus verte.

Le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres a averti que l'humanité mène une guerre sans merci contre la nature et que l'une des conséquences de ceci est l'émergence de maladies mortelles comme le SIDA, le virus Ebola et la COVID-19. La dégradation de la nature n'est pas simplement une question environnementale, a-t-il souligné, car elle a des effets sur l'économie, la justice sociale et les droits humains, et peut

générer des tensions et conflits d'un point de vue géopolitique. Il a appelé à: inclure des solutions axées sur la nature dans les plans de relance post-pandémie; s'assurer que les systèmes économiques et les marchés financiers prennent en compte la nature et investissent dans sa conservation; et débloquer les 300-400 milliards USD nécessaires à la protection de la nature, qui sont largement en dessous des montants actuellement concédés en subventions néfastes à l'agriculture, à l'industrie minière et à d'autres secteurs destructeurs.

Munir Akram, Président de l'ECOSOC, a appelé à mettre un terme au « viol de la nature », en estimant que c'est la volonté politique, et non le financement, qui constitue un fer de lance contre l'avidité économique et la négligence politique. Il a plaidé pour un alignement du système de développement des Nations Unies sur les objectifs mondiaux en matière de biodiversité.

La COVID-19 a renforcé la reconnaissance par les gouvernements de leur responsabilité partagée vis-à-vis de l'avenir de cette planète, a fait observer Abdel Fattah Al Sisi, Président de l'Égypte et amphitryon de la CdP 14, et il a appelé à établir des liens plus forts entre la biodiversité et le développement durable, ainsi qu'à mettre un accent plus marqué sur l'intégration de la biodiversité dans les secteurs économiques.

Xi Jinping, Président de la Chine et amphitryon de la CdP 15, a appelé: à mettre sur un pied d'égalité le développement économique et la protection écologique; à défendre et soutenir le multilatéralisme; à mener une relance verte après la pandémie de COVID-19; et à respecter le principe de responsabilités communes mais différenciées. Il a indiqué que la Chine fera des efforts pour atteindre son pic d'émissions de carbone en 2030 et pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2060.

L'administrateur du PNUD Achim Steiner a ensuite modéré un « dialogue au coin du feu ». Il a affirmé qu'en raison de « l'angle mort de nos économies », qui nous empêche de reconnaître la valeur des services écosystémiques, nous risquons de devenir les « documentalistes de l'extinction ».

Au cours de la première session de commentaires, la Présidente de l'IPBES Ana María Hernández Salgar a signalé que l'humanité a déjà perdu 14 des 18 « contributions » que lui offre la nature, notamment sa capacité à réguler la pollinisation, le climat et la qualité de l'air.

Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive de la CDB, a qualifié la nature d'« amortisseur de chocs », en précisant que 14 des 17 ODD dépendent de la biodiversité.

Le Directeur exécutif du PNUE Inger Andersen a appelé: à déployer davantage les solutions éprouvées, telles que la planification urbaine qui vise à intégrer la nature dans les villes; à restaurer activement les environnements naturels; et à préserver les droits des peuples autochtones.

Lors de la deuxième session de commentaires, Hernández a appelé à intégrer la biodiversité et la nature dans toutes les politiques et dans tous les secteurs. Mrema a mis en exergue les progrès accomplis là où des mesures de conservation ont été mises en place, en donnant l'exemple de la gestion de la pêche. Andersen a martelé que « l'époque où l'on polluait pour s'enrichir » est révolue, et que la pandémie de COVID-19 nous a rappelé les risques que l'on court à « mettre la nature contre le mur ».

Son Altesse Royale Charles, le Prince de Galles, a souhaité un nouveau « Plan Marshall » pour une « relance bleue et verte » dans le cadre d'une nouvelle économie circulaire, avec un système opérationnel de tarification du carbone, et en mettant un terme aux subventions qui soutiennent le secteur des énergies fossiles.

La représentante de la jeunesse, Archana Soreng, du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques auprès du Secrétaire général des Nations Unies, a appelé les responsables

politiques à « encourager » les pratiques autochtones et à revisiter leur approche de la conservation, qualifiant de « pratique coloniale » le fait de déloger les peuples autochtones de leurs territoires pour protéger la biodiversité.

Plénière

Mohamed Irfaan Ali, Président du Guyana, au nom du Groupe des 77 et la Chine, a appelé à renforcer la volonté politique en faveur du CMB post-2020, dont il a affirmé qu'il doit comporter une composante importante de mobilisation de ressources et viser de façon équilibrée les trois objectifs de la Convention. Il a appelé les pays développés à augmenter significativement leurs engagements de financement de mesures destinées à stopper la perte de biodiversité.

Lazarus Chakwera, Président du Malawi, au nom des Pays les moins avancés, a déploré qu'aucun des objectifs d'Aichi n'ait été pleinement atteint, et que le financement en matière de biodiversité ait stagné dans de nombreux pays. Il a plaidé pour la prise de mesures collectives destinées à enrayer la dévastation chronique de la biodiversité, y compris en intégrant la réduction des inégalités dans les modèles de développement, en freinant les modes non durables de production et de consommation, et en réduisant les déchets.

Ursula von der Leyen, Président de la Commission européenne, au nom de l'Union européenne (UE), a souligné le besoin d'établir des règles mondiales claires et mesurables, et de permettre une certaine responsabilisation. Elle a signalé le nouveau Contrat vert de l'Europe, sa Stratégie pour la biodiversité et sa Stratégie *Farm to Fork* (de la fourche à la fourchette) comme mesures pour faire face aux crises climatique et de la biodiversité.

Emmanuel Macron, Président de la France, a appelé à mettre en place de nouveaux modes de production et de commerce, et à intégrer des engagements spécifiques et mesurables au CMB post-2020 ainsi que des mécanismes de mise en œuvre et de responsabilisation. Si 2020 est l'année de la sensibilisation, 2021 doit être l'année de l'action, a-t-il estimé.

Zuzana Čaputová, Présidente de la Slovaquie, a indiqué que les aires protégées couvriront d'ici 2030 les trois quarts des parcs nationaux de son pays. Elle a exprimé son soutien à la Stratégie de l'Union européenne pour la biodiversité à l'horizon 2030.

János Áder, Président de la Hongrie, a affirmé que la perte des pollinisateurs aura un effet catastrophique sur les systèmes agricoles et la sécurité alimentaire, et a appelé à une action d'urgence et à la coopération internationale pour protéger la biodiversité.

Recep Tayyip Erdoğan, Président de la Turquie, a souligné que le CMB post-2020 doit contenir des cibles claires et mesurables, et a pointé la nécessité pour le secteur privé d'investir dans la biodiversité.

Andrzej Duda, Président de la Pologne, a appelé à renforcer la coopération internationale pour la conservation et la gestion durable de la biodiversité.

Iván Duque Márquez, Président de la Colombie, a plaidé pour la mise sous protection d'ici 2030 de 30% des aires marines et des terres du monde; des modes plus durables de consommation et de production; l'intégration généralisée de la biodiversité; et à mobiliser des ressources de toutes parts pour protéger la biodiversité.

Martín Alberto Vizcarra, Président du Pérou, a souligné que son pays fait partie de la Coalition de la haute ambition pour la nature et les peuples, et a appelé à mettre en place des systèmes de gouvernance qui encouragent la participation démocratique dans la gestion des écosystèmes.

Simonetta Sommaruga, Présidente de la Suisse, a souligné le besoin de repenser l'actuel modèle économique et de mettre en place des garanties qui permettent d'assurer que les flux financiers n'aient pas d'incidences négatives sur l'environnement. Elle a exprimé son soutien à Coalition de la haute ambition pour la nature et les peuples et évoqué l'engagement de la Suisse sur l'objectif « zéro changements dans l'utilisation des terres » d'ici 2050.

Le roi Abdullah II bin Al-Hussein, Jordanie, a annoncé que son pays va proposer un instrument des Nations Unies visant à protéger et élargir le droit d'exister de certains écosystèmes et de toutes les espèces de flore et de faune, afin de permettre des actions en justice au nom des droits de la nature.

Alois, Prince héritier et Chef d'État intérimaire du Liechtenstein, a plaidé pour des modes de production et de consommation guidés par la durabilité, ainsi que pour la transformation de notre relation à la nature, avec « des connaissances adaptées, des technologies adaptées, et des valeurs adaptées ».

Alexander Van der Bellen, Président d'Autriche, a décrit la nature comme le « meilleur allié » de la lutte contre les changements climatiques, et a annoncé qu'un dialogue ouvert sur la biodiversité à l'horizon 2030 a été lancé en Autriche, en vue d'établir une nouvelle stratégie nationale post-2020 en faveur de la biodiversité.

Reuven Rivlin, Président d'Israël, a évoqué des « nouveaux gages de confiance et de coopération » pour protéger la biodiversité à travers des partenariats régionaux et des coopérations, notamment avec l'État de Palestine et les Émirats arabes unis, y indiquant que « comme la nature, qui ne connaît pas de frontières, les divisions du passé doivent être surmontées pour un avenir meilleur ».

Gotabaya Rajapaksa, Président du Sri Lanka, a plaidé pour une transformation de la gouvernance mondiale en matière d'environnement, ainsi que pour une intensification des efforts internationaux pour mieux gérer le cycle de l'azote.

Albert II, Prince de Monaco, a estimé que la biodiversité marine doit être mieux comprise, et a affirmé que les deux tiers de la biodiversité des océans seront en péril si les menaces telles que la pollution au plastique et l'acidification, entre autres, ne sont pas enrayerées.

Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, a confié que la culture et l'économie de son pays, qui est un pays mégadivers, dépendent de la biodiversité. Il a évoqué une interdiction nationale des plastiques à usage unique en vigueur depuis 2017, ainsi qu'un moratoire sur l'exploitation forestière depuis 2018.

Borut Pahor, Président de la Slovénie, a décrit les efforts déployés par son pays pour lutter contre la perte de biodiversité, notamment par l'instauration de taxes environnementales et la célébration d'une Journée mondiale des abeilles pour sensibiliser le public à l'importance de la pollinisation.

Matamela Cyril Ramaphosa, Président d'Afrique du Sud, a estimé que, comme la COVID-19 a réduit la capacité des économies nationales à répondre aux problèmes environnementaux, il convient de mettre ces problèmes au cœur de la relance post-pandémie. Il a évoqué les efforts déployés par son pays pour comprendre et maîtriser les maladies d'origine animale.

Muhammadu Buhari, Président du Nigeria, a évoqué la stratégie de son pays en matière de biodiversité, ainsi qu'un projet potentiel de remise en état des mangroves dans le delta du Niger.

Taneti Maamau, Président de Kiribati, a affirmé que la protection de la biodiversité n'est pas une question de morale mais de survie de l'espèce humaine, et que Kiribati est sur le point d'adhérer au Protocole de Nagoya.

Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président du Zimbabwe, a mis en exergue l'importance du renforcement des capacités et du transfert de technologies ainsi que le caractère central des interconnexions entre biodiversité, sécurité alimentaire, réduction des risques de catastrophe, santé et changements climatiques. Il a estimé que les objectifs du CMB post-2020 doivent être en adéquation avec les ODD.

Félix Antoine Tshilombo Tshisekedi, Président de la République démocratique du Congo, a évoqué la démarche en trois volets de son pays, à savoir la protection, la conservation et la réhabilitation. Il a invité la communauté internationale à réguler de façon plus efficace le commerce des espèces menacées.

Azali Assoumani, Président des Comores, a estimé que les leaders doivent agir rapidement pour préserver la biodiversité qui constitue le filet de sécurité de l'humanité. Il a exhorté à prendre de toute urgence des mesures décisives afin de protéger les ressources naturelles et de les utiliser de façon durable.

Jeanine Áñez Chávez, Présidente par intérim de la Bolivie, a mis en exergue la nécessité d'un développement intégré et durable. Le modèle de développement prédominant a conduit à une transformation sans précédents de notre planète, a-t-elle affirmé, et l'immense coût économique de la conservation de la biodiversité va devoir être supporté par tous, de façon solidaire.

David Kabua, Président des Îles Marshall, a souhaité un CMB post-2020 ambitieux, un résultat tout aussi ambitieux dans le cadre des négociations pour un instrument international juridiquement contraignant sur la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des juridictions nationales, et une volonté politique déterminée à se saisir de ces sujets dans tous les pays.

Danny Faure, Président des Seychelles, a souhaité un changement porteur de transformation dans la valeur que nous accordons à la nature et notre façon de l'utiliser, et a par ailleurs appelé à aborder de façon concomitante la perte d'espèces, la protection de la biodiversité et la remise en état des écosystèmes dans le CMB post-2020, tout en permettant un développement durable.

Jair Bolsonaro, Président du Brésil, a indiqué que la CDB consacre le droit souverain des pays à disposer de leurs ressources naturelles nationales et que « c'est exactement ce que le Brésil entend faire ». Il a appelé les pays à renforcer leurs engagements dans le cadre de la CDB conformément au principe de responsabilités communes mais différenciées.

Mohamed Juldeh Jalloh, Vice-Président de la Sierra Leone, a annoncé que la Sierra Leone a créé un Ministère de l'environnement et travaille actuellement à intégrer la biodiversité dans son plan de développement national, tout en faisant face aux difficultés liées au caractère limité des connaissances en matière de conservation de la biodiversité et de coordination intragouvernementale.

Giuseppe Conte, Premier Ministre d'Italie, a indiqué que la pandémie de COVID-19 offre l'occasion d'aligner les objectifs climatiques et ceux en matière de biodiversité. Il a souligné que pendant la présidence italienne du Groupe des 20 en 2021 les objectifs en matière de climat et de biodiversité seront abordés de façon intégrée.

Mark Rutte, Premier Ministre des Pays-Bas, a annoncé que son pays va investir 5 milliards EUR dans la protection environnementale sur les 10 prochaines années, pour faciliter notamment la transition du pays vers une économie circulaire.

Lotay Tshering, Premier Ministre du Bhoutan, a signalé que 70% du territoire du Bhoutan est couvert de forêts, et que le pays a un « bilan carbone neutre » parce que l'hydroélectricité est sa seule source d'énergie.

Boris Johnson, Premier Ministre du Royaume-Uni, a indiqué que son pays intègre actuellement dans la loi des cibles relatives à la biodiversité et agit sur les subventions liées à l'utilisation des sols pour soutenir la biodiversité. Il a ajouté que le monde naturel restera au centre de l'agenda du Groupe des 7 pendant la présidence anglaise du G7 en 2021.

Mohammad Shtayyeh, Premier Ministre de l'État de Palestine, a indiqué que son pays vient de rejoindre la CDB, a développé un inventaire des espèces menacées sur son sol, et identifié les mesures à prendre pour sauvegarder lesdites espèces.

Andrej Plenković, Premier Ministre de Croatie, a affirmé que stopper la perte de biodiversité exige une démarche au niveau de la société dans son ensemble, et a décrit les efforts déployés au niveau national pour encourager des changements dans les modes de consommation.

Pravind Jugnauth, Premier Ministre de Maurice, a évoqué les objectifs de protection de 16% de la biodiversité terrestre et de 10% de la biodiversité côtière de l'île d'ici 2025. Il a qualifié de « catastrophe environnementale » la marée noire qui s'est produite en juillet 2020 près de ses côtes, et a déploré une dégradation à long-terme des mangroves.

Mette Frederiksen, Première Ministre du Danemark, a mis en lumière les efforts concertés déployés par les pays nordiques pour réduire les débris de plastique dans le milieu marin, et a indiqué que son pays a l'intention de réduire de 70% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

Pohiva Tu'i'onetoa, Premier Ministre des Tonga, a affirmé que les petits États insulaires en développement (PEID) partagent « une interconnexion unique et intime avec la terre, l'eau et les écosystèmes côtiers » et que la biodiversité est le socle sur lequel reposent leurs économies.

Magzum Mirzagaliyev, Ministre de l'écologie, de la géologie et des ressources naturelles du Kazakhstan, s'exprimant au nom des pays en développement enclavés (PDE), a passé en revue un éventail de défis naturels qui se posent aux PDE, notamment la fonte des glaciers dans les pays montagneux, et a dit son soutien au CMB pour l'après-2020. S'exprimant par ailleurs au nom de son pays, il a évoqué les efforts déployés de longue date pour créer des couloirs de migration animale et pour élargir le nombre d'aires protégées dans le pays.

Sabri Boukadoum, Ministre des affaires étrangères de l'Algérie, a plaidé pour un CMB post-2020 ambitieux, en signalant les changements climatiques, la dégradation des sols et les facteurs humains comme les principales menaces pesant sur la biodiversité algérienne.

Ohn Win, Ministre des ressources naturelles et de la conservation environnementale du Myanmar, a souligné l'importance de la biodiversité au regard du développement durable, en mettant en exergue l'accent mis par le pays sur les solutions naturelles permettant d'enrayer la perte de biodiversité et favoriser son utilisation durable.

Adrián Peña, Ministre de l'environnement de l'Uruguay, a souligné l'importance de réduire les émissions de carbone, de préserver la ressource en eau, de gérer les déchets, de protéger les océans et les environnements côtiers, et de faire participer les citoyens. Il a martelé que la CdP 15 devrait être l'occasion d'affecter plus de ressources financières à la promotion d'une transition écologique.

Shinjiro Koizumi, Ministre de l'environnement du Japon, a estimé que le CMB post-2020 doit redéfinir notre système socio-économique, notamment en assurant la durabilité des chaînes d'approvisionnement. Il a évoqué l'Initiative Satoyama, qui promeut l'intégration de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité dans les environnements productifs.

Dmitry Kobylnik, Ministre des ressources naturelles et de l'environnement de la Fédération de Russie, a souligné l'importance de mettre en place des mécanismes pour faire participer les entreprises, tels que les partenariats public-privé, et de tenir compte du rôle des peuples autochtones. Il a estimé que le CMB post-2020 doit être pensé comme un complément ciblé et efficace aux instruments multilatéraux existants dédiés à la conservation; correspondre à la réalité de notre époque; respecter la souveraineté sur les ressources naturelles; et faciliter la mise en œuvre des aspects socio-économiques et environnementaux du Programme 2030.

Paul Chet Greene, Ministre des affaires étrangères, du commerce international et de l'immigration d'Antigua-et-Barbuda, a asséné que le Sommet constitue une opportunité de fixer la volonté politique. Soulignant que les écosystèmes sont le moteur commercial des économies des PEID, il a estimé que le CMB post-2020 doit susciter une transformation des objectifs, politiques et actions au niveau national.

Abdullah bin Mohammed Belhaif Al Nuaimi, Ministre des changements climatiques et de l'environnement des Émirats arabes unis, a appelé à considérer la protection environnementale comme une priorité, et a décrit les mesures et politiques prises par son pays pour la conservation des espèces menacées et des aires protégées.

Oleg Țulea, Ministre des affaires étrangères de la République de Moldavie, a encouragé toutes les Parties à la CDB à intensifier leur action pour la réalisation des cibles mondiales en matière de biodiversité. Il a indiqué que la République de Moldavie intègre désormais des solutions axées sur la nature dans ses efforts d'adaptation aux changements climatiques.

Dialogue de leaders 1 – Lutter contre la perte de biodiversité et intégrer la biodiversité au service du développement durable

Cette session a été présidée par Angela Merkel, Chancelière allemande, et Imran Khan, Premier Ministre du Pakistan.

Martelant que la communauté internationale doit intensifier ses efforts pour protéger les ressources naturelles de la planète, Merkel a salué le Sommet pour la biodiversité comme un espace pour se mettre d'accord sur les prochaines étapes qui permettront « d'inverser la tendance au niveau mondial ». Elle a indiqué que l'Allemagne dépense chaque année 500 millions EUR pour la protection de la biodiversité et qu'elle a lancé le Fonds pour le patrimoine naturel afin d'associer des donateurs privés à la lutte contre la perte de biodiversité.

Khan a indiqué que le Pakistan travaille de concert avec les communautés locales pour protéger la biodiversité et planter 10 milliards d'arbres. Il a noté que la surface couverte par les parcs nationaux au Pakistan s'est accrue de 30% en 2018 à 39% en 2020.

La Modératrice Svenja Schulze, Ministre allemande de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire, a souligné le besoin d'intégrer des considérations relatives à la biodiversité dans tous les secteurs.

Enele Sosene Sopoaga, Premier Ministre de Tuvalu, s'exprimant au nom du Forum des îles du Pacifique, a souligné l'importance d'une bonne santé des écosystèmes marins pour les économies et les moyens de subsistance des États du Pacifique, et a appelé à placer les océans au centre du CMB post-2020. Il a par ailleurs souligné le besoin d'intégrer la biodiversité dans la relance après la pandémie.

Wilfred Peter Elrington, Ministre des affaires étrangères et du commerce international du Belize, s'exprimant au nom de l'Alliance des petits États insulaires, a souhaité un CMB post-

2020 ambitieux et porteur de changement, doté de ressources appropriées, qui permette d'affronter les défis qui se posent aux PEID, ouvert à toutes les parties prenantes et qui s'inscrive dans une démarche à l'échelle de la société dans son ensemble.

Sooronbay Jeenbekov, Président du Kirghizstan, a demandé aux États membres de soutenir un projet de résolution soumis à l'AGNU par le Kirghizstan plaidant pour la prise urgente des mesures conjointes de protection de l'environnement, de préservation de la biodiversité et de garantie de la sûreté environnementale.

Filipe Nyusi, Président du Mozambique, a lancé un appel à la solidarité internationale, en signalant que son pays a besoin de ressources additionnelles, matérielles et humaines, pour satisfaire aux cadres internationaux en matière de biodiversité.

Edgar Lungu, Président de la Zambie, a affirmé que la pandémie de COVID-19 entrave les efforts de conservation, et a évoqué les récentes politiques nationales de promotion d'une agriculture et d'une pisciculture climato-intelligentes, qui visent la protection de la biodiversité.

Carlos Alvarado Quesada, Président du Costa Rica, a estimé que la communauté internationale doit adhérer à trois valeurs fondamentales pour lutter contre la dégradation environnementale: responsabilité, humilité et équité. Il a martelé que les engagements listés dans le document « Leaders engagés pour la nature » doivent devenir une réalité.

Salome Zourabichvili, Présidente de la Géorgie, a évoqué les bienfaits des pratiques d'écotourisme dans la région de Touchétie, ce « réservoir de biodiversité » national, et a souligné l'importance de sensibiliser la prochaine génération à l'importance d'un habitat naturel sain.

Kersti Kaljulaid, Présidente de l'Estonie, a estimé que la communauté internationale doit penser de façon plus « écosystémique » et à plus long terme, et a ajouté: que les modes actuels de consommation et de production sont inappropriés; que les solutions axées sur la nature sont sous-utilisées; et que la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes doit être placée au centre des efforts de relance post-pandémie.

Mokgweetsi Masisi, Président du Botswana, a indiqué que la biodiversité est le pilier du tourisme du pays, qui constitue 5% du produit intérieur brut (PIB). Il a évoqué quelques victoires, comme celle des efforts de conservation destinés à sauver les rhinocéros de l'extinction, en ajoutant que les communautés locales sont les partenaires clés de ce type d'efforts.

Sebastián Piñera, Président du Chili, a souligné le besoin d'écouter les scientifiques, d'élever le niveau d'ambition, de protéger les océans et de modifier nos styles de vie. Il a invité les leaders à s'engager pour assurer que 30% des terres et des océans seront sous protection d'ici 2030.

Prayut Chan-o-cha, Premier Ministre de la Thaïlande, évoquant les mesures et politiques prises par son pays pour combattre la perte de biodiversité, a souligné l'importance de faire participer toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé et la société civile. Il a appelé l'ensemble des pays à œuvrer de concert à travers les processus multilatéraux.

Justin Trudeau, Premier Ministre du Canada, a souligné le besoin de faire équipe avec les peuples autochtones et de chercher des perspectives locales, en évoquant les mesures prises dans son pays en matière d'investissements dans la nature, d'aires protégées et de plastiques à usage unique.

Netumbo Nandi-Ndaitwah, Première Ministre adjointe de la Namibie et Ministre des relations internationales et de la coopération, s'est dite inquiète du déclin de la biodiversité et de l'échec dans la poursuite des objectifs d'Aichi. Elle a appelé à

faire preuve d'une ambition plus forte et à élargir les ressources accordées aux pays en développement, notamment en termes de financement, de renforcement des capacités et de transfert de technologies.

Elba Rosa Perez Montoya, Ministre de la science, de la technologie et de l'environnement de Cuba, a souligné que le CMB post-2020 doit être le théâtre d'engagements authentiques sur le financement et les ressources au profit des pays en développement.

Konstantinos Hatzidakis, Ministre de l'environnement et de l'énergie de la Grèce, a estimé que la pandémie de COVID-19 est l'occasion de repenser notre rapport à la nature et a souligné le besoin d'une relance verte tout en appelant à des mesures urgentes de protection de la biodiversité.

Qu Dongyu, Directeur-général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, a souligné l'importance de la biodiversité pour la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que pour les petits agriculteurs et les communautés rurales. Soulignant le besoin de transformer radicalement les économies, il a dit son engagement à soutenir les gouvernements dans l'intégration de la biodiversité dans leurs économies et leurs sociétés.

Audrey Azoula, Directrice-générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, a souligné le besoin d'un nouveau pacte entre les humains et la nature, pour protéger 30% des écosystèmes maritimes et terrestres de la Terre. Elle a souligné le besoin d'utiliser l'éducation, les connaissances locales et la science pour réhabiliter les écosystèmes.

Bruno Oberle, Directeur-général de l'Union internationale pour la conservation de la nature, a souligné le besoin d'enrayer la perte de biodiversité d'ici 2030 et de viser une restauration complète d'ici 2050. Il a estimé que le CMB post-2020 doit avoir des liens clairs avec le Programme 2030.

Gabriela Cuevas Barron, Présidente de l'Union interparlementaire, a noté que la lutte contre la pauvreté est essentielle à la protection de la biodiversité, car les personnes n'auraient alors aucun besoin de nuire à l'environnement afin d'en tirer leurs moyens de subsistance.

Pavan Sukhdev, Président de l'organisation Fonds mondial de protection de la nature (World Wide Fund for Nature International), a affirmé que « tous les voyants de défaillance systémique de la planète sont au rouge ». Il a appelé à reconnaître le droit à un environnement sain en tant que droit humain fondamental et à s'engager sur un CMB post-2020 apte à assurer une « neutralité naturelle » de notre monde d'ici 2030.

Dialogue de leaders 2: Mobiliser la science, la technologie et l'innovation, le renforcement des capacités, l'accès et le partage des avantages, le financement et les partenariats au service de la biodiversité

Cette session a été présidée par Isabella Lövin, Première Ministre adjointe de Suède et Ministre de l'environnement et du climat, aux côtés de Ralph Gonsalves, Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Signalant que la communauté internationale est en retard sur les objectifs des trois Conventions de Rio, Gonsalves a asséné que « notre monde est gravement blessé ». Il a souligné que les solutions se trouvent dans le multilatéralisme, dans l'action au niveau national et dans les partenariats multipartites.

Lövin a répété que la pandémie a mis à nu la vulnérabilité de l'humanité, mais elle a par ailleurs démontré que les responsables politiques partout dans le monde sont capables

d'agir vite et de façon décisive lorsqu'ils sont confrontés à une menace commune. Plaidant pour une transition verte et pour le déblocage de « financements massifs » partout dans le monde en investissements dans la nature, elle a annoncé que le gouvernement suédois a approuvé un « budget record » de 560 millions USD pour investir dans la nature en 2021.

Frank Bainimarama, Premier Ministre des Fidji, au nom des PEID du Pacifique, a affirmé que le monde est « dans un état d'urgence climatique sur terre, dans les airs et en mer » et que « nous nous trouvons face à un jugement existentiel comme l'humanité n'en a jamais connu ». Il a vivement exhorté les États membres à s'engager en faveur d'une économie durable et régénérative et à ne pas s'en retourner vers le statu quo.

Lenín Moreno Garcés, Président d'Équateur, a noté que les trois quarts des nouvelles maladies sont causées par la relation toxique que l'homme entretient avec la nature, et a décrit la pandémie comme un « cri venu du cœur de la planète elle-même, qui nous prie instamment d'agir de façon plus effective ». Il a souhaité un CMB post-2020 ambitieux, robuste et réaliste, ainsi qu'une transformation des modes de production et de consommation.

Ibrahim Mohamed Solih, Président des Maldives, a évoqué les efforts déployés pour éliminer progressivement les plastiques à usage unique, pour passer à des énergies renouvelables, pour rejoindre la Coalition Prospérité Bleue et pour fonder un Groupe d'amis en lutte contre la pollution plastique dans le milieu marin.

Xavier Bettel, Premier Ministre du Luxembourg, a évoqué diverses initiatives nationales, notamment le lancement du premier bond souverain Européen, et des partenariats public-privé visant à promouvoir des modèles de foresterie durable au niveau international.

Erna Solberg, Première Ministre de Norvège, a estimé qu'il est indispensable de mobiliser davantage de ressources pour la conservation de la biodiversité aux niveaux national et mondial, et qu'il y a des profits économiques à faire dans une « économie des océans » si tant est que l'on donne priorité à la durabilité.

Sheikh Hasina, Premier Ministre du Bangladesh, a averti que nous avançons vers « l'extinction définitive des êtres humains » et a appelé à faire en sorte que tous les investissements financiers soient guidés par le curseur de la durabilité, ainsi qu'à approfondir la conscience du grand public vis-à-vis de la biodiversité par le biais de l'éducation.

Leo Varadkar, Tánaiste d'Irlande, a averti que les crises du climat et de la biodiversité doivent être abordées ensemble, et a indiqué que l'Irlande a l'intention d'utiliser son nouveau siège au Conseil de sécurité des Nations Unies comme une plateforme où mettre en exergue la menace que constitue la dégradation environnementale pour la sécurité humaine.

Andrej Babiš, Premier Ministre de la République tchèque, a souligné l'importance: de tenir compte des récents rapports scientifiques sur les changements climatiques et la biodiversité; de conduire une relance verte après la pandémie de COVID-19; et d'accueillir activement toutes les parties prenantes dans les efforts nationaux qui visent à améliorer la conservation.

K.P. Sharma Oli, Premier Ministre du Népal, après avoir décrit les mesures prises par son pays en matière d'aires protégées et de mise en application des lois relatives au braconnage, a appelé à établir des cibles plus ambitieuses, à faire des investissements soutenus dans la biodiversité, et à stimuler l'engagement et l'action de tous les acteurs concernés.

Pedro Sánchez, Premier Ministre de l'Espagne, a appelé à recalibrer la relation « parasitique » de l'humanité avec la nature pour la rendre « symbiotique » et a vivement plaidé pour que le délai imposé à la CdP 15 soit utilisé pour élever le niveau d'ambition.

Amadu Ba, Ministre des affaires étrangères et de la diaspora sénégalaise, Sénégal, a vivement plaidé pour un réexamen du rapport des hommes à la nature et a souligné que son pays est engagé dans la lutte contre la perte de biodiversité, notamment par la mise en place d'aires protégées.

Dato' Shamsul Anuar bin HJ Nasarah, Ministre de l'énergie et des ressources naturelles de la Malaisie, s'est dit optimiste face à l'avenir au-delà de 2020, et a souligné l'importance de faire participer tous les acteurs non-étatiques, notamment les peuples autochtones, les communautés locales et le secteur privé.

Gilberto Silva, Ministre de l'agriculture et de l'environnement du Cap Vert, a plaidé pour une coopération internationale renforcée, un soutien financier élargi et un meilleur accès aux financements, aux connaissances et au transfert de technologies pour parvenir aux objectifs mondiaux de protection de la biodiversité.

Guy Ryder, Directeur-général de l'Organisation internationale du travail, a souligné que les emplois présents et futurs dépendent de la préservation des écosystèmes de la planète.

David Malpass, Président du Groupe Banque mondiale, a appelé à rediriger les subventions néfastes dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et des énergies fossiles. Mari Pangestu, Directrice des politiques et partenariats pour le développement, Banque mondiale, a affirmé que le CMB post-2020 va insuffler un caractère urgent à un dépassement de la pauvreté en harmonie avec la nature.

Thomas Buberl, Président directeur général (PDG) du Groupe AXA, a annoncé que sa compagnie soutient l'Engagement sur le financement pour la biodiversité (Financing for Biodiversity Pledge); s'est engagée à doubler ses fonds favorables au climat et à la biodiversité; et a rejoint l'Équipe spéciale sur la transparence financière en relation avec la nature (Nature-related Financial Disclosure).

Shinta Kamdani, PDG du Groupe Sintesa, a expliqué que son entreprise se fonde sur des valeurs à long-terme plutôt que sur des seuls critères d'efficacité. Elle a appelé les entreprises à élargir et accélérer leurs actions de protection de la biodiversité, et les gouvernements à adopter un CMB solide pour l'après-2020.

Valérie Plante, Maire de Montréal et Ambassadrice mondiale à la biodiversité locale du réseau Gouvernements locaux pour le développement durable (ICLEI), a dit que les villes et autorités locales et régionales sont des acteurs majeurs de la protection des écosystèmes au niveau mondial, comme le démontre la Déclaration d'Édimbourg sur le CMB post-2020.

Hindou Oumarou Ibrahim, Porte-parole sur les ODD, a appelé les leaders du monde à apprendre des peuples autochtones et de leurs savoirs ancestraux, à mettre un terme à l'extraction et à la déforestation, et à « conclure un pacte avec la nature ».

Segment de clôture

Dans sa déclaration de clôture, Amina Mohammed, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, a estimé que les changements climatiques et la perte de biodiversité seront mieux combattus avec des solutions axées sur la nature. Elle a appelé à prendre en compte la biodiversité dans les calculs de PIB et a souligné que la relance post-COVID est une opportunité unique pour transformer notre relation à l'environnement.

Le Président Bozkir de l'AGNU a clos le Sommet sur une note optimiste, en soulignant que « l'humanité est capable de faits incroyables » et que la pandémie offre l'occasion rêvée d'un « réinitialisation verte ». Il a signalé que, prochainement, la deuxième Conférence des Nations Unies sur les océans sera un moment charnière pour cette réinitialisation, et que la Déclaration d'Édimbourg est le signe que les villes vont jouer un rôle décisif.

La réunion a été ajournée à 18h18 Heure de la côte Est, GMT-4.

Brève analyse du Sommet des Nations Unies sur la biodiversité

Stony plains expanse

Nature providing pasture

On which all depend

[En plaines rocheuses s'étend

La nature offrant pâture

dont, tous, on dépend]

—Lisa Farroway

(Les haïkus cités dans cette analyse sont tirés de *Inspired by Nature: Celebrating Biodiversity with Haikus*, une publication du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) avec la CDB et le PNUD)

Une guerre contre la nature. Le viol de la nature. Les humains comme parasites, ou comme « documentalistes de l'extinction ». Les sirènes hurlantes d'une défaillance systémique. Une nature implorante, le cœur en pleurs. La pente de la ruine. La dernière heure. Une menace existentielle. Les images invoquées par les leaders du monde à ce Sommet des Nations Unies sur la biodiversité suggéraient toutes que la COVID-19 a peut-être enfin fait comprendre le message: notre planète est en crise, et il faut faire quelque chose.

Ce qu'il convient de faire exactement était bien moins clair. Établir des objectifs futurs n'a pas marché —on a échoué sur tous les objectifs d'Aichi pour la biodiversité, adoptés il y a dix ans pour être atteints à l'horizon 2020. « Nous en avons assez des promesses, accords et engagements non tenus », a martelé la représentante de la jeune Archana Soreng face aux délégués du Sommet.

Un cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 va-t-il réussir là où les programmes précédents ont échoué ? En tout cas, c'est là que de nombreux délégués semblent avoir placé leurs espoirs. Cette analyse se penche brièvement sur les inquiétudes et priorités que les leaders du monde ont exprimé vis-à-vis de l'avenir de la biodiversité, alors que cette biodiversité vient d'occuper le devant de la scène aux Nations Unies pour la première fois depuis que la Convention sur la diversité biologique (CDB) a été ouverte à signature au Sommet de la Terre, à Rio, il y a maintenant près de 30 ans.

Et les peuples agir lentement

Old is the tortoise

He has seen the world change fast

While people act slow

[La tortue est une ancêtre

qui a vu le monde changer très vite

et les peuples agir lentement]

—Saskia Marijnissen

Dix ans après l'adoption de l'ensemble de 20 objectifs d'Aichi pour la biodiversité avec pour but d'enrayer la perte de biodiversité, très peu de choses ont changé. Le Rapport d'évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques, produit par la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), a établi que, sur les 18 contributions essentielles que la nature offre aux êtres humains, 14 sont déjà perdues, y compris la capacité à réguler la pollinisation, le climat et la qualité de l'air. À moins d'inverser ces tendances, nous n'atteindrons pas les objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030, a averti Ana María Hernández Salgar, Présidente de l'IPBES, en particulier ceux ayant trait à la faim, la pauvreté, le climat, l'eau, la santé, les villes et les océans. La perte de biodiversité et l'effondrement des écosystèmes figurent parmi les cinq principales menaces qui pèsent sur l'humanité en 2020 telles qu'énumérées par le Forum économique mondial, a mis en garde

le Président Bozkir de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU).

Pire encore, notre rapport déséquilibré à la nature est la raison pour laquelle les leaders du monde n'ont pas pu se rendre au Sommet en personne. La COVID-19, tout comme le Zika, l'Ebola ou encore le SIDA, se classe parmi les 60% de maladies infectieuses dites zoonoses, c'est-à-dire ayant leur origine dans des populations animales soumises à des pressions environnementales catastrophiques, a rappelé Bozkir aux quelques délégués venus en personne, assis loin les uns des autres dans un salon de l'AGNU soumis à une stricte distanciation sociale, et aux nombreux autres qui n'ont pu participer que par voie électronique. Lourd est le tribut social et économique que paie le monde suite à ce premier avertissement; tel est le message maintes fois répété au cours du Moment des ODD, le 18 septembre, et lors de la commémoration des 75 ans des Nations Unies, le 21.

Les réflexions sur ce qui n'a pas marché et sur ce qu'il convient de faire maintenant ont occupé la meilleure part de la journée. Les dirigeants ont déploré que les aires protégées, bien que bourgeonnantes çà et là, ne soient pas suffisamment étendues; que les écosystèmes soient dégradés et qu'ils aient besoin d'être remis en état; que la biodiversité n'ait pas été assez intégrée dans les politiques; et que les terres et les océans ne soient pas utilisés durablement. De nombreux intervenants ont pointé du doigt les modes non durables de production et de consommation comme principal moteur de la perte de biodiversité. « Il est de notre devoir de transformer les modes de production et de consommation. Nous ne pouvons plus permettre une exploitation débridée de la nature », a affirmé Lenín Moreno Garcés, le Président de l'Équateur.

Regard de caméléon: Qu'y a-t-il à faire?

Chameleon vision

One eye on what is to come

The other looks back

[Regard de caméléon

Un œil posé sur ce qui va venir

et l'autre sur ce qui est passé]

—Julie Larsen Maher

Pour de nombreux intervenants, la crise actuelle a renforcé le besoin de transformer les systèmes économiques pour mieux prendre en compte la biodiversité. « Nous avons besoin d'un système économique qui donne autant d'importance à la biodiversité qu'au produit intérieur brut », a dit Munir Akram, Représentant permanent du Pakistan aux Nations Unies et Président du Conseil économique et social (ECOSOC). « Nous devons nous éloigner des modèles économiques qui valorisent la croissance pour la croissance, et entrer dans une économie de type circulaire », a ajouté Cyril Ramaphosa, Président d'Afrique du Sud.

Les dirigeants mondiaux étaient au moins d'accord sur un point: la biodiversité doit être une responsabilité partagée. Ils sont également convenus que ce moment historique, avec la pandémie qui nous force à changer, est l'opportunité de conduire une « réinitialisation verte ». C'est le moment, a estimé Isabella Lövin, Première Ministre adjointe de Suède, d'une transition verte et de débloquent des « financements massifs » partout dans le monde pour investir dans la nature.

Toutefois, d'autres dirigeants ont aussi signalé une certaine stagnation des soutiens financiers dédiés à la protection de la biodiversité. Le Président français, Emmanuel Macron, a dit que la biodiversité est notre « assurance santé » mais que pas tout le monde ne semble prêt à en payer la prime. Il faudrait entre 300 et 400 milliards USD chaque année pour protéger la nature, a asséné le Secrétaire-général des Nations Unies António Guterres, ce qui ne représente qu'une partie des subventions actuellement octroyées

chaque année à des secteurs nocifs pour la biodiversité, comme l'agriculture, la pêche et l'industrie minière.

Une poignée d'États membres ont annoncé ou réaffirmé des contributions financières en faveur de la biodiversité au cours de ce Sommet, dont l'Allemagne et la Suède, mais pour la plupart cela n'est pas apparu comme une priorité. D'autres façons de financer la protection de la biodiversité ont été évoquées –la collaboration avec le secteur privé, la prise en compte du vrai coût des services rendus par la nature pour corriger nos bilans comptables biaisés, la réaffectation des flux financiers qui favorisent des pratiques destructives, etc. « Les systèmes financiers et la comptabilité du PIB doivent intégrer la biodiversité dans leurs calculs », a martelé la Secrétaire-générale adjointe des Nations Unies, Amina Mohammed. L'époque où l'on pouvait « polluer pour s'enrichir » est révolue, a affirmé le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, Inger Andersen.

De ce point de vue, certains ont signalé, avec un prudent optimisme, des initiatives comme l'Équipe spéciale pour la transparence des financements associés à la nature, en disant que le cadre d'établissement de rapports de cette initiative, qui sera publié en 2021, va permettre de rediriger les flux financiers vers la protection de la nature plutôt que vers sa destruction.

Le besoin d'encourager et de favoriser les pratiques autochtones et de donner du pouvoir aux communautés locales a été affirmé haut et fort par Soreng. « Pendant des siècles, nous avons été les gardiens responsables de la biodiversité, et nous nous sommes opposés aux États et aux corporations », a-t-elle affirmé, en considérant que la façon dont les communautés autochtones sont dépouillées de leurs droits fonciers au nom de la conservation est en fait « le plus grand accaparement fonciers de l'Histoire ».

Qui contemple les mers tourmentées: Donner de l'élan au cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020

Prehistoric bird

Gazing over troubled seas

Not alone just yet

[Oiseau préhistorique

qui contemple les mers tourmentées

Tu n'es pas encore seul au monde]

—Onno van den Heuvel

2020 était initialement censée être une « super année » pour la biodiversité, pour le Programme 2030 et pour la lutte contre les changements climatiques. Le Sommet sur la biodiversité était prévu comme une étape majeure pour donner de l'élan à un Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (CMB) ambitieux, dans la course à la 15^e réunion de la Conférence des Parties à la CDB (CdP 15), un peu à l'image du Sommet 2014 des Nations Unies sur le climat, qui avait ouvert la voie pour conclure l'Accord de Paris.

Une longue liste de souhaits a été exprimée pour le CMB post-2020 tout au long de la journée: qu'il soit clair, concret, doté de cibles mesurables; qu'il contemple des mécanismes de responsabilisation; que sa mise en œuvre soit assurée; qu'il bénéficie d'une forte mobilisation de ressources et d'un soutien solide; qu'il adopte une approche axée sur des principes, notamment celui de responsabilités communes mais différenciées et celui du respect de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles; qu'il ait des liens forts avec le Programme 2030; et qu'il s'inscrive dans une démarche « de la société dans son ensemble ».

Beaucoup ont signalé l'Engagement des leaders pour la Nature, signé par 75 pays et l'UE en amont du Sommet, qu'ils voient comme un signe prometteur de l'élan qui se prépare pour lancer un ambitieux CMB post-2020. L'engagement en question, baptisé par de nombreux intervenants « Coalition de la haute ambition

pour les peuples et la nature », comprend des engagements sur une transition vers des modes durables de production et de consommation, sur l'intégration de la biodiversité, sur l'arrêt des crimes environnementaux et sur des moyens renforcés de mise en œuvre. Une Coalition similaire, aux ambitions élevées, avait émergé en amont de la Conférence de Paris sur le climat en 2015, et elle avait joué un rôle significatif dans l'adoption de l'Accord de Paris. Toutefois, les signatures de nombreux leaders de pays mégadivers manquent encore au bas de cet Engagement des leaders pour la Nature –notamment celles de l'Australie, des États-Unis, de la Chine (pays hôte de la CdP 15), du Brésil et de l'Inde.

De nombreux parallèles ont été constatés par rapport au Sommet 2014 sur le climat, mais le Sommet sur la biodiversité n'a pas connu de manifestations de 400 mille personnes dans les rues de New York. Cela peut être dû à la pandémie, mais cela peut aussi être dû au fait que la crise de la biodiversité est une sorte de crise silencieuse, et que ces liens avec la pandémie de COVID-19 ne sont pas encore largement connus.

Se mettre debout et agir

Once in a lifetime

Let nature inspire us all

We'll rise up and act

[Pour une fois dans une vie

laissons la nature nous inspirer

Mettons-nous debout et agissons]

—Naoko Ishii, ancienne PDG du FEM

Pour résoudre la crise existentielle de la biodiversité à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés, les leaders sont convenus qu'il nous faut un changement porteur de transformation. Ils ont également reconnu, pendant le Moment des ODD et la commémoration du 75^e anniversaire des Nations Unies, qu'une transformation réelle, systémique et autrement plus profonde est nécessaire –le bouleversement total de notre modèle de développement, si familier mais tellement défaillant.

Nous connaissons la maladie, et désormais nous connaissons aussi le remède. Mais on ne peut démarrer le traitement parce qu'il nous manque un ingrédient central: la volonté politique.

Réunions à venir

Consultation thématique sur l'utilisation durable de la diversité biologique pour le Cadre mondial de la biodiversité post-2020:

La consultation servira à examiner des éléments du projet de cadre de suivi pour la Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, élaboré pour être soumis à vérification en préparation de la 24^e réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques à la Convention sur la diversité biologique. **dates:** 6-8 octobre 2020 **lieu:** en ligne **www:** <https://www.cbd.int/conferences/post2020/POST2020-WS-2020-04>

5^e Session de l'Assemblée des Nations Unies sur l'environnement (ANUE): L'ANUE-5 se déroulera sous le thème « Renforcer les actions en faveur de la nature pour atteindre les objectifs de développement durable ». Elle aura pour buts de connecter et de consolider les différentes actions environnementales dans le contexte du développement durable et de stimuler le partage et la mise en œuvre des démarches réussies. **dates:** 22-26 février 2021 **lieu:** Nairobi, Kenya **www:** <https://environmentassembly.unenvironment.org/unea5>

Troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020: La troisième et dernière réunion du groupe de travail est censée se dérouler au cours du 1^{er} trimestre 2021 pour conclure les négociations sur le Cadre mondial de la biodiversité

pour l'après-2021. **dates:** premier trimestre 2021 **lieu:** à confirmer **www:** <https://www.cbd.int/meetings/WG2020-03>

24^e réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques à la CDB:

Cette réunion du SBSTTA est censée aborder le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, la biologie synthétique, la biodiversité marine et côtière, le lien entre biodiversité et agriculture, le lien entre biodiversité et santé, les espèces exotiques invasives et d'autres questions en amont de la 15^e réunion de la Conférence des Parties (CdP 15). **dates:** premier trimestre 2021 **lieu:** Canada **www:** <https://www.cbd.int/meetings/SBSTTA-24>

Troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de la mise en œuvre de la CDB: Cette réunion du SBI se penchera sur des questions relatives à la bonne mise en œuvre de la CDB en amont de la CdP 15. **dates:** premier trimestre 2021 **lieu:** Canada **www:** <https://www.cbd.int/meetings/SBI-03>

Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (CdP15 à la CDB): La CdP 15 à la CDB examinera la conduite et les résultats du Plan stratégique de la CDB pour la biodiversité sur la période 2011-2020. La décision finale concernant le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 est également attendue à cette réunion, avec d'autres décisions sur des thèmes connexes, comme le renforcement des capacités et la mobilisation de ressources. **dates:** deuxième trimestre 2021 **lieu:** Kunming, Chine **www:** <https://www.cbd.int/meetings/COP-15>

Forum politique de haut niveau sur le développement durable – Édition 2021: La 9^e session du Forum politique de haut niveau sur le développement durable se déroulera sur 8 jours en juillet 2021, sous le thème « Une relance durable et résiliente après la pandémie de COVID-19, qui promeuve les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable: Ouvrir une voie inclusive et efficace pour réaliser le Programme 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de résultats pour le développement durable ». **dates:** à confirmer **lieu:** Siège des Nations Unies, New York (à confirmer) **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf>

Glossaire

AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
CDB	Convention sur la diversité biologique
CdP	Conférence des Parties
CMB	Cadre mondial de la biodiversité
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
GT	Groupe de travail
IPBES	Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques
ODD	Objectifs de développement durable
PEID	Petits États insulaires en développement
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
Programme 2030	Programme de développement durable à l'horizon 2030
SBSTTA	Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques